



Un probable virage à droite aux élections néerlandaises met en péril l'UE

Par [Dietmar Henning](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2017

[wsws.org](#) 9 mars 2017

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

L'importance des élections législatives néerlandaises prévues le 15 mars dépasse largement les frontières de ce pays de 17 millions d'habitants. Comme aux États-Unis, partout en Europe la classe dirigeante réagit à la crise capitaliste et aux tensions sociales croissantes en abandonnant les formes démocratiques de gouvernement et en revenant au nationalisme et à la guerre.

Les élections aux Pays-Bas serviront de prélude aux élections présidentielles en France. Le candidat d'extrême-droite Geert Wilders et son Parti pour la liberté (PVV), que les sondages donnent actuellement au coude à coude avec le Parti populaire libéral et démocrate du premier ministre sortant Mark Rutte, est en train de canaliser la colère sociale montante dans une direction nationaliste et islamophobe.

Une victoire de Wilders donnerait un coup de pouce à Marine Le Pen, la présidente du Front National (FN), lors des élections présidentielles françaises en avril et mai prochains. Si elle l'emportait, ceci signifierait la fin de l'Union européenne et du cadre dans lequel la politique européenne s'est faite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Pen et Wilders insistent tous deux sur la sortie de l'UE et de l'Union monétaire européenne.

Pour célébrer l'accession de Trump à la Maison Blanche, Wilders et Le Pen avaient rencontré le 21 janvier dernier à Coblenz, en Allemagne, d'autres partis extrémistes de droite et qui au Parlement européen forment le groupe « Europe des Nations et des Libertés » (ENF). Après l'élection de Trump, Wilders avait envoyé sur *Twitter* un message disant *Make The Netherlands Great Again* (rétablir la grandeur des Pays-Bas). Frauke Petry, la présidente de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) était également présente à Coblenz. Grâce à Trump, Wilders et Le Pen, elle espère bénéficier de cette dynamique aux élections législatives allemandes de septembre prochain.

Alors que partout dans le monde l'opposition à Trump s'accroît au sein de la classe ouvrière et parmi les jeunes, la situation en Europe montre que son élection n'était ni un phénomène américain ni un phénomène individuel. Et, comme Trump, Wilders n'est pas sorti de nulle part.

Wilders a débuté sa carrière politique durant les années 1980, comme un partisan du libéralisme économique dans le VVD. En 1998, l'admirateur de l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher avait remporté un siège au parlement. Il avait rompu avec le VVD en 2005 sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE et fondé le PVV, qu'il gère comme une entreprise. Wilders en est l'unique membre ; il recherche des candidats et des

députés par voie d'annonces et les sélectionne personnellement, sans qu'ils deviennent des membres du parti.

Son influence a grandi après la crise financière de 2008. Comme dans tous les pays européens, l'État des Pays-Bas avait soutenu le marché financier. Le premier ministre chrétien-démocrate (CDA), Jan Peter Balkenende, et son ministre des Finances social-démocrate (PvdA), Wouter Bos, avaient mis à disposition des banques néerlandaises plus de 85 milliards d'euros. L'argent fut ultérieurement récupéré sur la population au moyen de coupes dans les dépenses sociales. Depuis lors, Wilders prétend être le représentant du « peuple » en canalisant la colère sociale dans une direction nationaliste et islamophobe.

L'orgie de coupes et de privatisations des systèmes de protection sociale s'est accompagnée d'une propagande menée contre les immigrés et les réfugiés par tous les gouvernements, qu'ils soient dirigés par les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates ou les libéraux de droite. Les immigrés sont devenus les boucs émissaires du déclin social et économique. Dans un pays précédemment tolérant, le droit d'asile et les droits des immigrés ont été considérablement restreints. Durant la campagne en cours, les sociaux-démocrates et le VVD ont également emboîté le pas de la xénophobie.

Les Pays-Bas se sont de plus en plus étroitement alignés sur l'Allemagne face aux conflits nationaux qui se sont multipliés depuis 2008 au sein de l'UE. Ce pays, traditionnellement tourné vers le commerce, est fortement tributaire des exportations, dont 70 pour cent vers l'UE. Plus de 60 pour cent de toutes les importations proviennent des États membres de l'UE. Depuis de nombreuses années, l'Allemagne est de loin le partenaire commercial le plus important des Pays-Bas. Le volume des échanges entre les deux pays est, avec 167 milliards d'euros (2015), l'un des plus élevés au monde. Le principal port maritime de Rotterdam est l'un des plus grands ports en eau profonde d'Europe. La liaison directe avec le Rhin et le plus grand port intérieur d'Europe de Duisburg, en Allemagne, ont fait des Pays-Bas la plaque tournante de l'Europe pour l'échange international de marchandises.

L'Allemagne et les Pays-Bas sont les deux principaux pays qui ne cessent de réclamer davantage de réductions des dépenses de la Grèce, saignant à blanc la population grecque afin de sauver les banques.

L'Allemagne et les Pays-Bas coopèrent également étroitement dans le domaine militaire. En tant que membre de l'OTAN, les Pays-Bas participent depuis 1998 aux interventions militaires en Yougoslavie, en Afrique (Éthiopie/Érythrée), en Afghanistan et en Irak. Les troupes néerlandaises sont actuellement impliquées dans le renforcement militaire de l'OTAN en Europe de l'Est. Plusieurs centaines de soldats sont en train d'être déployés en Lituanie à la frontière avec la Russie où ils feront partie du premier *battle-group* de l'OTAN dirigé par l'armée allemande. Dans le même temps, des sous-marins hollandais patrouillent en Méditerranée.

Comme dans tous les pays, la classe dirigeante néerlandaise réagit aux tensions politiques, nationales et sociales croissantes par le militarisme, la xénophobie et le nationalisme. Et donc, l'élection a le potentiel d'être le début de la fin de l'Union européenne.

Alors que les forces centrifuges s'étaient jusqu'ici concentrées en Grande-Bretagne, qui a toujours occupé un rôle particulier, ainsi que dans les pays du Sud ou de l'Est tels la Hongrie ou la Pologne, se sont à présent, avec les Pays-Bas et la France, deux membres fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE), le précurseur de l'UE, qui sont touchés.

Le Brexit, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, a d'ores et déjà déclenché l'effondrement de l'Union européenne. La sortie de l'Union européenne, exigée initialement par le parti d'extrême droite britannique (UKIP), est désormais la politique officielle du parti conservateur au pouvoir de Theresa May et d'une partie minoritaire de l'opposition travailliste.

La défaite du premier ministre italien Matteo Renzi au referendum constitutionnel de décembre dernier fut un nouveau coup dur pour l'UE. Aux yeux des banques et des représentants de l'UE, le référendum avait été considéré comme la dernière chance de résoudre la crise bancaire dans le cadre de l'UE et de l'euro.

Le 1^{er} mars, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a publié le « Livre blanc sur l'avenir de l'Europe ». Les scénarios qui y sont décrits partent tous du principe que les tensions s'intensifieront et que les divisions politiques se creuseront. Pour surmonter ces difficultés, le document propose un programme majeur de réarmement militaire.

Le week-end dernier à Versailles, les chefs de gouvernement d'Allemagne (Angela Merkel), de France (François Hollande), d'Italie (Paolo Gentiloni) et d'Espagne (Mariano Rajoy) ont plaidé pour une « Europe à différentes vitesses », c'est-à-dire le pouvoir pour les pays plus grands de faire cavalier seul. Le principal enjeu a été la coopération militaire. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE se sont réunis lundi à Bruxelles. Ils ont convenu de la mise en place d'un centre de commandement commun dirigeant tout d'abord les missions militaires de l'UE à l'étranger.

Depuis le Brexit, des discussions sont en cours en Allemagne sur la nécessité de se servir de la crise de l'Union européenne et de l'élection de Donald Trump comme d'une chance pour devenir une puissance politique et militaire hégémonique, en s'appuyant sur son poids économique, et capable de défier la Russie et les États-Unis.

L'austérité et le militarisme représentent la politique appliquée par les défenseurs de l'UE. Mais, pour l'imposer contre la volonté de la population, des formes de régimes autoritaires sont requises. C'est pourquoi, les opposants de droite à l'UE bénéficient d'une plate-forme de la part de sections de l'*establishment* politique et médiatique afin de diviser la classe ouvrière en s'appuyant sur leur xénophobie et en imposant une politique de coupes sociales et de guerre.

Aux Pays-Bas, la classe ouvrière n'a pas de vrai choix lors des élections du 15 mars. L'unique alternative aux deux voies offertes par la bourgeoisie : la balkanisation de l'Europe ou une grande puissance européenne militarisée, sont les États socialistes unis d'Europe. Seule la création de gouvernements ouvriers dans tous les pays européens et l'unification de l'Europe sur une base socialiste peuvent empêcher que le continent replonge dans le nationalisme et la guerre, et créer les conditions préalables à l'utilisation et à un plus grand développement des immenses richesses et capacités productives du continent afin de répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

Dietmar Henning

Article original, WSWS, paru le 9 mars 2017

Articles Par : [Dietmar Henning](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca